



Stéphane Piéfort, directeur de l'AGERAD, structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) dans le secteur de l'environnement, à Saint-Aubin-de-Blaye : Nous défendons un projet qui fait sens. Comme dans une entreprise, nous avons une direction des ressources humaines et des salariés permanents. Nous conduisons une politique de formation des salariés pour accompagner et fidéliser les équipes. Si la clé d'entrée économique, c'est la seule préoccupation, c'est mort !



Sonia Kremer-Genin, fondatrice de l'entreprise adaptée Renée, atelier-magasin de collecte et de réparation de petits appareils électriques et électroniques, à Artigues-près-Bordeaux : Notre ambition est de bâtir un nouveau modèle de société mais il faut être rentable pour respecter des objectifs financiers et évoluer. Ce projet est un pari pour nos 12 salariés, dans un fonctionnement d'entreprise écologique que l'on veut novateur. Dans un avenir proche, nous voulons traiter 70 tonnes de déchets et atteindre 25 emplois. Se lever le matin et travailler, ça peut être une partie de plaisir.



Jean-Luc Gleyze, président du Département : Ce que vous dites est essentiel pour qu'il n'y ait pas de défiance sur l'économie sociale et solidaire. Il ne peut pas y avoir d'ambition sociale sans action concrète et vous en apportez la preuve.



Pourquoi l'économie sociale et solidaire reste si méconnue ?

Stéphane Montuzet : Elle reste méconnue parce que l'économie capitaliste est dogmatique et puissamment relayée. Elle laisse médiatiquement peu d'espace à d'autres modèles. À nous aussi de ne pas sombrer dans un jargon technocratique. Nous devons poser des cadres de gouvernance innovants, défendre le principe de la redistribution, expliquer les limites du strict appât du gain.



Anne-Sophie Conan, responsable du projet Radio Label verte, à Le Fieu : Pour faire connaître l'ESS, il faut aller vers les gens. C'est ce que nous faisons en tant que radio mobile. Sur les 500 habitants que compte Le Fieu, assistée par un technicien, j'ai réalisé des podcasts avec une centaine d'entre eux. Ces personnes sont désormais partie intégrante d'un collectif d'habitants liés à Radio Label verte. Il s'agit de « désinvisibiliser » l'ESS.



Olivier Frézet, président de l'association Vivre avec, en faveur de la cohabitation intergénérationnelle et solidaire, à Bordeaux, Libourne et Arcachon : C'est une question de représentation, de mots et de sens. Notre valeur c'est l'entraide. Pour qui suis-je là ? Pour aider l'autre, au service du territoire.

Jean-Luc Gleyze : Il faut expliquer que l'ESS, ce n'est pas de l'entre soi. Nombre de nos concitoyennes et de nos concitoyens sont engagés dans un processus lié à l'économie sociale et solidaire sans le savoir. C'est le cas d'un grand nombre des associations girondines.





Qu'est-ce qui différencie un organisme lié à l'ESS d'une structure classique ?

Sonia Kremer-Genin : La différence est claire, nous n'avons pas d'actionnaire. Notre souci n'est pas d'alimenter les revenus de gens qui ne sont pas impliqués dans notre fonctionnement. L'entreprise classique n'a pas forcément le souci de rendre sa dignité à un territoire qui peut être mal perçu. Avec l'ESS, que ce soit une entreprise ou une association, nous avons la volonté de donner du sens à l'engagement de toutes et tous.

Constance d'Auber de Peyrelongue : Pour les personnes âgées ou handicapées, je ne crois pas que certaines structures aient le souci de rendre de l'autonomie individuelle et de la citoyenneté, le sentiment d'appartenance à la société. Il y a un équilibre entre les besoins des bénéficiaires et les nôtres. L'économie sociale et solidaire est une troisième voie entre le public et le privé. C'est une initiative privée dans un intérêt public.

Jean-Luc Gleyze : Les liens entre les structures de l'ESS et les institutions publiques comblent un vide sur le territoire. C'est essentiel. Les équipes de l'économie sociale et solidaire assoient ainsi leur légitimité en tant qu'acteurs en première ligne.

Comment l'ESS peut-elle faire face à un climat économique et social de plus en plus dégradé ?

Constance d'Auber de Peyrelongue : Le climat a beau être dégradé, ce ne sont pas les plus gros qui sont les plus forts. Je donnerai un exemple : j'ai été présidente de Citiz, premier réseau coopératif de partage de voitures à Bordeaux. Bolloré a débarqué avec les BlueCub qui ont tenu cinq ans avant de disparaître. Le réseau Citiz, lui, existe toujours. Les grands modèles industriels privilégient les profits à court terme sans penser à plus loin au contraire de l'ESS.

Stéphane Montuzet : La puissance publique a perdu ses ressorts. L'économie sociale et solidaire apporte des solutions pour compenser les difficultés des collectivités, un moyen pour les institutions de continuer à agir. Elles se réinventent par et pour l'ESS.

Anne-Sophie Conan : Le manque de moyens peut être un problème mais donne une certaine liberté. Il faut anticiper en faisant l'effort de mener davantage de coopérations. La situation actuelle nous amène à libérer des leviers.

Jean-Luc Gleyze : L'ESS est avant tout, c'est vrai, un choix politique et nous la soutenons. Ce n'est pas qu'une entreprise mais une diversité de structures complémentaires. Prenons l'exemple de Captieux que je connais bien, sans ESS plus d'Ehpad, plus d'associations sportives ou culturelles, plus d'accueil pour la petite enfance… L'économie sociale et solidaire est notre richesse et je suis heureux que nous l'ayons choisie comme grande cause départementale 2025. La grande cause, c'est l'occasion d'en causer !

